



Le 26 juin 2026

Résilience de l'économie malgré l'inflation, questions sur l'IA et philosophie de la politique commerciale de Trump.

Dernières tendances de l'économie américaine

Plusieurs indices ou sondages indiquaient la résilience de l'économie américaine face à l'impact de la guerre en Iran : l'indice PMI industriel (« manufacturing ») de S&P atteint 55,7 en juin, après 55,1 en mai et augmente depuis août 2025, tandis que l'indice des services, plus modeste (51,70), marque aussi une hausse par rapport au mois précédent. Le moral des chefs d'entreprises sondés par l'organisation patronale, la Business Roundtable, qui rassemble les plus grosses sociétés américaines, est aussi en hausse, même si les PDG n'envisagent pas de procéder à des recrutements massifs.

Ces tendances ont été confirmées par les statistiques publiées le 25 juin : la consommation, ajustée de l'inflation, qui stagnait en avril, a augmenté de 0,3 % en mai.

Ce moteur de l'économie américaine reste dynamique, dopé en partie par les remboursements d'impôts votés l'an dernier. Mais l'inquiétude sur leur avenir financier touche de plus en plus de ménages américains. Selon le Wall Street Journal, plus de 40 % des ménages qui se considèrent de classe supérieure redoutent de ne pas avoir épargné suffisamment pour s'assurer une retraite confortable.

Le niveau actuel de l'inflation contribue évidemment à cette inquiétude. L'indice PCE, que préfère la FED, augmente de 0,4 % sur un mois, 4,1 % sur un an. L'indice central (« core »), hors alimentation et énergie, a augmenté de 3,4 % sur un an. Ce pourrait être le sommet atteint après le lancement de la guerre contre l'Irak, et la hausse du prix de l'essence qui a suivi, mais la plupart des analystes estiment que les conséquences de cette hausse vont s'étendre sur plusieurs mois.

C'est le premier défi que va affronter Kevin Warsh, le nouveau Président de la Fed choisi par le Président Trump pour baisser les taux de référence de la banque centrale et qui a présidé pour la première fois le FOMC, le comité qui décide des taux, les 16 et 17 juin. Le message central qu'il a lancé après la réunion était que le comité était engagé « de manière forte, unanime, et sans aucune ambiguïté » pour ramener l'inflation au taux cible de 2 %, ce qu'il n'a pas fait depuis 5 ans. Warsh a par ailleurs souligné qu'il avait lancé un programme de réformes de la banque centrale en créant cinq groupes de travail pour examiner les processus utilisés. Un de ses objectifs centraux vise la communication de la FED, dont il a esquissé l'évolution dans sa conférence de presse : le communiqué était beaucoup plus succinct que les précédents, Warsh a souvent répondu de manière très évasive, et, seul parmi les participants à la réunion du comité, il n'avait pas indiqué, dans le schéma dit « dot-plot », son anticipation du niveau du taux de référence dans les mois à venir. Ceci est conforme à sa méfiance envers toute communication qui pourrait limiter les choix de la banque centrale, dont la liberté de manœuvre serait, selon lui, réduite par une communication antérieure trop détaillée.

Moteur de la croissance américaine, l'Intelligence Artificielle est loin de faire l'unanimité et a soulevé une série d'interrogations ou de critiques pendant ces dernières semaines :

- Le public continue de manifester son opposition à la construction des centres de données, plus impopulaires que les centrales nucléaires, comme le montrait un sondage Gallup de mai : 71 % des sondés rejettent la construction de centres de données dans leur localité, contre 53 % qui sont opposés à celle d'une centrale nucléaire. Une partie de ce rejet vient de la crainte des coûts supplémentaires d'électricité qu'entraînera le fonctionnement du centre de données et des problèmes d'approvisionnement en eau dont les centres sont friands.

- Les leaders du secteur ne font rien pour rassurer le public bien au contraire : les appels à des pauses provisoires du développement de l'IA, pour éviter que les modèles ne soient plus incontrôlables, comme celui lancé par Anthropic début juin, soulèvent des inquiétudes. C'est aussi le cas de la décision de la Maison Blanche d'interdire l'accès des derniers modèles d'Anthropic et de sa grande rivale, Open AI, aux étrangers pour des raisons de sécurité nationale. Plus largement, le scepticisme exprimé par le patron de Microsoft, un géant pourtant très proche du secteur, ne rassure pas : dans une interview donnée au Wall Street Journal, il souligne le besoin de s'assurer de « l'accord de la société » pour développer l'IA, et pour cela de faire en sorte qu'elle contribue à l'emploi plutôt que de le supprimer.
- Les économistes soulignent l'impact du développement de l'IA sur l'inflation. C'est évident s'agissant des semiconducteurs (dont Micron, entreprise phare du secteur, souligne que la pénurie durera jusqu'en 2028) et des produits informatiques : Apple vient d'annoncer des hausses de 200 \$ du prix de certains de ses ordinateurs alors que Tim Fox, le PDG d'Apple, a déclaré « n'avoir jamais rien vu de tel dans les 40 dernières années ». Mais ceci touche de nombreux secteurs, depuis les consoles de jeux vidéo jusqu'à l'automobile. La construction de centres de données implique aussi une utilisation massive de circuits électriques, et de systèmes de refroidissement et de conditionnements d'air. Les salaires des travailleurs dans ces secteurs augmentent plus vite que la moyenne, ce qui contribue indirectement à l'inflation dans le secteur immobilier.
- Les sommes gigantesques investies dans les centres de données par les géants (« hyperscalers ») suscitent par ailleurs des inquiétudes chez certains analystes financiers. Dans le Wall Street Journal, l'analyste financier James Mackintosh souligne les ressemblances avec la bulle dot-com, et relève l'énormité des sommes assemblées soit par vente d'actions (entraînant leur baisse), soit par émission de dettes, alors même que les revenus des emprunteurs sont considérables. De là à imaginer une explosion de la bulle, il n'y a qu'un pas, qu'il redoute.

Actualités de la politique commerciale américaine

Le Secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a présenté un tableau ambitieux de la « philosophie » de la politique commerciale de l'administration Trump. La mise en œuvre est plus laxiste. Et les escarmouches continuent entre Washington et Pékin, tandis que l'administration américaine continue les initiatives contre l'UE.

Scott Bessent, dans un discours devant l'Economic Club de New York, à l'occasion des 250 ans de la République, a présenté la philosophie de la politique commerciale de Trump 2.0.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le pays avait ouvert ses frontières pour aider ses alliés, puis lutter contre le communisme. Les asymétries dans les échanges commerciaux répondaient à une vision géostratégique. Mais ce système n'est plus d'actualité, car les choix effectués initialement sont devenus des habitudes, puis des postulats qui se sont révélés être des vulnérabilités. La politique de Trump est basée sur cinq principes :

- La sécurité économique est liée à la capacité de production nationale, comme l'avait souligné, il y a 250 ans, Hamilton : « chaque nation devrait s'efforcer de produire en son sein tous les éléments essentiels à son offre économique ». La question n'est plus de rechercher les coûts les plus bas, mais de vérifier que les chaînes d'approvisionnement ne sont pas vulnérables à une crise comme le Covid ou à la coercition d'un pays tiers.
- L'ouverture du marché américain est liée à la réciprocité de la part des pays tiers. Chacun de ces pays a droit à réglementer ses échanges en fonction de son intérêt national, à condition de ne pas discriminer contre les entreprises américaines parce qu'elles sont américaines.
- Le troisième principe est que l'Amérique écrira les règles de l'économie du futur.
- Le leadership financier est un atout essentiel, et le rôle du dollar central dans cette stratégie économique.
- Cette stratégie doit profiter d'abord au peuple américain. Les pays partenaires doivent intégrer la réciprocité comme clé des échanges, les adversaires s'attendre à la résolution des États-Unis.

Cette présentation soulève au moins deux questions : dans le cadre du débat interne au pays, en quoi diffère t-elle de la perspective démocrate ? Il y a des convergences avec une partie du discours prononcé par Jay Sullivan, le conseiller de sécurité nationale du Président Biden, fin 2024 sur le lien entre économie et sécurité. Les ruptures d'approvisionnement au temps de la pandémie justifient le retour vers Hamilton, un des « pères fondateurs » du pays, mais aussi du protectionnisme américain.

La seconde question concerne les pays tiers : si, comme le dit Hamilton, chaque nation doit tendre au même but d'autosuffisance, pourquoi reprocher à l'Europe de vouloir développer sa souveraineté technologique ? Les restrictions à la diffusion des derniers modèles d'OpenAI et d'Anthropic par la Maison Blanche soulignent la vulnérabilité des pays tiers face aux décisions américaines : elles constituent une rupture flagrante des chaînes d'approvisionnement.

On remarquera aussi que l'objectif, central dans la vision de Trump, de mettre fin au déficit commercial, est loin d'être atteint : le déficit commercial en mai est au plus haut depuis 14 mois et supérieur de 42 % à celui de mai 2025.

Par ailleurs quand on quitte les sphères éthérées où se place le Secrétaire au Trésor, la mise en œuvre de la politique commerciale au quotidien révèle des approches moins abstraites et plus « pragmatiques », où la fin justifie les moyens. Des droits de 10 ou 12,5 % menacent des pays accusés d'importer des produits faits avec du travail forcé. L'application de la règle par l'administration américaine semble plus que mesurée : les douanes américaines ont bloqué en 2025 moins d'1 milliard de \$ d'importations sur ce motif (importations totales de produits cette année-là : 3440 milliards). Et le raisonnement suivi devient proche de la farce lorsqu'on examine le reproche fait à l'Espagne, dans le cadre d'un « cas d'étude » des manquements de l'UE : l'Espagne aurait importé de Birmanie du riz produit par des travailleurs forcés, qui aurait ensuite permis au pays de vendre de la bière maltée aux US à bas prix, concurrence déloyale qui détruit des emplois américains.

Malgré la trêve proclamée avec la Chine, les tirs d'une tranchée à l'autre se poursuivent : le Secrétaire à la Défense a ajouté le 8 juin une longue liste d'entreprises à celles qui étaient déjà considérées comme liées au complexe militaro-industriel chinois, y incluant les géants Alibaba et Baidu, et les sociétés du secteur aéronautique. Pékin a répliqué le 22 juin en imposant des restrictions à deux entreprises américaines du secteur des terres rares, mais aussi à des fabricants de matériel militaire.

En ce qui concerne l'UE, les choses avaient mal commencé. Avant son arrivée à Évian, le Président a menacé d'imposer un droit de 100 % sur les vins français si la France ne supprimait pas sa taxe numérique. Au lendemain du sommet, c'est l'Allemagne qui est sommée de revoir sa politique de santé et d'augmenter les prix des médicaments les plus récents « made in the USA ». Et les pays européens verraient leurs exportations taxées à 100 % s'ils instaurent une taxe numérique sur les entreprises américaines, dicit un tweet présidentiel. L'« accord » commercial transatlantique prendrait fin avant même d'être entré en vigueur. La routine...



Jean-François Boittin

Ancien diplomate et conseiller économique à l'Ambassade de France à Washington DC